

# Une chance à saisir pour la Suisse

L'Europe découvre la formation professionnelle: à la Suisse d'en tirer le meilleur parti. **Par Jürg Zellweger**



*Jürg Zellweger est membre de la direction de l'Union patronale suisse.*

Au moment où se déroulaient à Leipzig les Championnats du monde des métiers 2013, la Commission de l'UE donnait le coup d'envoi à l'alliance européenne pour l'apprentissage. C'est que l'UE a placé la lutte contre le chômage des jeunes au sommet de ses priorités. Elle veut aujourd'hui améliorer la qualité de la formation professionnelle et multiplier les places d'apprentissage. Sachant que la formation en entreprise n'est pas toujours bien considérée, l'UE doit faire évoluer les mentalités. Elle entend identifier les systèmes de formation les plus performants et s'en inspirer pour engager des mesures dans ses pays membres. Cela passe nécessairement par des partenariats entre les acteurs du monde du travail, de la politique et du système de formation. Par une déclaration commune de la Commission, du Conseil des ministres et des partenaires sociaux, l'UE veut sensibiliser les employeurs et les jeunes aux avantages d'une formation professionnelle. Or, on observe une chose fort intéressante dans le débat européen sur l'apprentissage: la formation duale de la Suisse est souvent citée en exemple!

Alors que l'UE s'applique à repenser à fond les questions de formation pour être mieux en phase avec le marché du travail, la Suisse ne parvient pas encore à tirer intelligemment parti de ces activités pour développer son propre système de formation professionnelle. Il y a des

années que notre pays a toutes les peines du monde à (mieux) faire connaître les atouts de son système d'apprentissage à l'étranger. Dans les pays latins ou anglo-saxons, on ne croyait guère qu'une formation axée sur la pratique – pourtant si fructueuse en Suisse – puisse développer des aptitudes poussées et transmettre des connaissances exigeantes.

Mais le vent a tourné et nous voici submergés de délégations étrangères qui s'intéressent de près à notre système. La Suisse a aujourd'hui besoin d'une stratégie pour exploiter l'intérêt manifesté depuis peu pour notre formation professionnelle. Dans un premier temps, les acteurs suisses sont appelés à coordonner les demandes provenant des délégués étrangers et à définir plus clairement leurs recommandations.

Sur le plan du contenu, il s'agit de mettre l'accent sur l'importance de l'engagement volontaire de l'économie privée dans la création de places d'apprentissage et la définition des programmes de formation, dans une démarche concertée avec des pays comme l'Allemagne et l'Autriche. Il importe aussi de souligner que se sont surtout les besoins en professionnels bien formés et la demande d'une relève qualifiée qui motivent les milieux économiques à s'investir dans l'apprentissage et le perfectionnement. Seuls les systèmes capables de transmettre les qualifications dont l'économie a réellement besoin vont dans la bonne direction, sous l'angle de la politique sociale également. De même, chaque pays doit savoir établir un sage équilibre entre filières professionnalisantes et filières universitaires, afin d'éviter des luttes de tranchées institutionnelles et la multiplication de profils de formation mal définis.

Du point de vue de la Suisse, enfin, il est capital que l'on explique clairement à l'étranger les niveaux de performance et de qualifications des différents diplômes de formation professionnelle. Cela permettra à la Suisse de mieux valoriser son système d'apprentissage – au sens d'une valeur ajoutée «swissness». ■

Photo: Robt Lewis